EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Portant réglementation de stationnement Fontaine de Fontenay

Le Maire de la Commune de SAINT-SATUR (Cher).

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-2 et L. 2213-1,
- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et régions,
- Le Code de la Route et notamment les articles L 411-1, R 411-21-1, R 417-6,
- La 8^{ème} partie (signalisation temporaire) du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifié par l'arrêté du 11 février 2008,

Considérant

• Qu'il est nécessaire d'assurer la sécurité des usagers de la route ainsi que celle des employés communaux, durant les travaux d'installation des guirlandes et des décors de Noël,

ARRETE

- <u>Article 1</u>: Le mercredi 15 novembre 2023, de 8h00 à 17h00, le stationnement de tout véhicule sera interdit sur les emplacements de parkings situé autour de la Fontaine de Fontenay.
- Article 2: Les dispositifs de signalisation nécessaires au balisage du chantier seront mis en place, par la commune de SAINT-SATUR, conformément aux dispositions de la 8ème partie (signalisation temporaire) du livre 1 de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992.
- **Article 3**: Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
- **Article 4** : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
 - Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie de SANCERRE,
 - Monsieur l'Agent de Police Municipale de SAINT-SATUR,
 - Monsieur le Responsable des Services Techniques de SAINT-SATUR.

Ils sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-SATUR, le 08 novembre 2023

Christian DELESGUES Maire de SAINT-SATUR

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification et réception par le Préfet.